

Questions orales

Ce qu'aucun député, aucun Canadien n'acceptera jamais, c'est qu'on dise, comme la députée l'a laissé entendre, que, pour une raison quelconque, il n'est pas acceptable que le greffier du Conseil privé recommande, dans le cours normal des choses, des mutations de hauts fonctionnaires. C'est à cause de son rendement extraordinaire, tout au long de sa carrière, que M. Shortliffe a obtenu une mutation qui vient d'être annoncée, en même temps que celle de certains de ses collègues. La députée tiendra certainement à exprimer la fierté que lui inspire le travail que M. Shortliffe a accompli dans la fonction publique.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il est difficile aux Canadiens d'avoir la certitude que les fonctionnaires sont à l'abri de toute pression et de toute manipulation. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Certitude ou pas, la députée n'est pas loin de lancer des accusations et de dire que la fonction publique est manipulée. Elle sait que je ne puis le tolérer. Nous passerons à la question suivante. Le député de Yorkton—Melville a la parole.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je crois que la Chambre sait maintenant que le premier ministre Devine, de la Saskatchewan, a abandonné la partie et ne se joindra pas aux autres provinces qui ont amorcé une bataille judiciaire contre la TPS.

Nous savons aussi, monsieur le Président, que M. Devine est depuis longtemps le caniche politique du premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je suis certain que le député peut poser sa question.

M. Nystrom: Je ne voulais pas insulter les caniches, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Nystrom: Cela veut-il dire, monsieur le Président, que le gouvernement de M. Devine est sur le point de conclure une entente avec le gouvernement fédéral pour

percevoir la TPS en Saskatchewan, comme l'autre ami du premier ministre, Robert Bourassa, va le faire au Québec? Est-ce le cas? Quand l'annonce sera-t-elle faite? Le premier ministre peut-il nous dire aujourd'hui à la Chambre si c'est effectivement le cas?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pendant la conférence des premiers ministres provinciaux l'été dernier, le premier ministre McKenna, du Nouveau-Brunswick, a dit qu'il serait très irresponsable pour les premiers ministres de s'unir pour s'opposer à la TPS. Ils ont ensuite passé trois jours en conférence à s'opposer à la TPS et n'ont pas pu trouver une seule solution de rechange.

Ils ont discuté pendant trois jours, sans pouvoir trouver une seule solution de rechange. Le premier ministre McKenna, qui n'est pas encore conservateur. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Le premier ministre McKenna avait raison.

M. Marchi: Allez-vous le nommer sénateur aussi?

M. Mulroney: Il reste encore quelques sièges.

Une voix: Jean est vraiment en colère.

Une voix: Jean sait qu'il n'y a pas d'avenir.

[Français]

M. Mulroney: Le premier ministre du Québec a décidé que c'était dans l'intérêt du Québec et du Canada d'harmoniser les positions fiscales du Québec dans ce domaine avec le gouvernement fédéral. Il s'agissait d'une initiative fiscale, mais également d'une contribution importante à l'unité nationale, et je pense que c'était quelque chose à souligner avec éclat. Et le gouvernement du Québec a pris ses propres décisions, et M. Gérard-D. Lévesque les a annoncées.

[Traduction]

Si le premier ministre Devine en vient à conclure que le premier ministre McKenna avait raison de dire qu'il serait tout à fait irresponsable de continuer à s'opposer à la TPS sans avoir de solution de rechange, et décide de se joindre au programme fédéral qui vise à faire de la Saskatchewan une province plus riche et prospère. . .

M. le Président: Je crois que nous devrions passer à une autre question. Le député d'Edmonton—Est a la parole.